



30.06.2020 RHO/PGJ

Rapport économique 2019 Tunisie

Table des matières

Résumé – Executive Summary.....	1
1. Problèmes et enjeux économiques.....	2
2. Accords économiques internationaux et régionaux.....	4
3. Commerce extérieur.....	5
4. Investissements directs.....	7
5. Promotion commerciale, économique et touristique.....	8
ANNEXE 1.....	10
ANNEXE 3.....	12
ANNEXE 4.....	13
ANNEXE 5.....	14

Remarque : Les chapitres 6,7,8 ainsi que l'annexe 6 sont qualifiés comme documents internes

Résumé – Executive Summary

Malgré une bonne saison touristique, une bonne récolte céréalière et oléicole, la reprise économique en Tunisie reste fragile avec un recul de la croissance de 1% en 2019, contre 3,1% prévus.

Les dépenses de l'Etat ont augmenté de 2,260 milliards TND dans la LFC 2019 pour atteindre 43,121 milliards TND. Ces dépenses supplémentaires font pour l'essentiel suite aux accords d'augmentation salariale conclus avec l'UGTT début 2019, à l'augmentation du service de la dette, à la hausse de la subvention carburant en raison de la non application de la totalité des ajustements de prix prévus par la loi de finances initiale et au retard d'entrée en exploitation du champ pétrolier et gazier Nawara.

Le déficit commercial s'élève à - 19,408.7 milliards TND. Il se caractérise par un déficit important de la balance énergétique qui s'est élevé à 7,7 milliards TND et représente 40% du déficit total (contre 32% en 2018). Hors énergie, le déficit de la balance commerciale s'est élevé à 11,65 milliards TND (contre 12,86 milliards TND en 2018), enregistrant une baisse de 9,5%¹.

Le déficit budgétaire s'est légèrement réduit, passant de 4,6 % en 2018 à 3,9 % en 2019.

La pérennité des finances publiques est mise à l'épreuve avec une dette extérieure équivalant à 76,9% du PIB².

Les investissements directs étrangers (IDE) qui se sont élevés à 2'479 Mio TND enregistrent une baisse de -9,6% par rapport à 2018. Cette diminution touche essentiellement le secteur de l'agriculture (-75,7%). Les IDE sont répartis à hauteur de 50,4% dans les industries manufacturières, 36,7% dans les énergies, 12,2% dans les services et 0,7% dans l'agriculture.

¹ Statistiques INS

² Statistiques IMF

La répartition régionale confirme la grande disparité entre les régions (Plus de 40,4% des IDE sur le gouvernorat du Grand Tunis).

L'Union européenne (UE) reste le premier partenaire commercial de la Tunisie. La France, suivie de l'Allemagne et de l'Italie, gardent leur statut de partenaire stratégique de la Tunisie.³ Hors secteur énergétique, le flux des IDE enregistré pour 2019 a permis de réaliser 603 opérations d'investissements (soit 477 projets d'extension et 126 nouveaux projets) d'une valeur totale de 1'569,69 milliards TND. Il a généré 14'353 nouveaux emplois dont 11'786 dans les projets d'extension.

Les échanges économiques entre la Suisse et la Tunisie demeurent relativement faibles, mais se développent timidement.

Le cadre juridique des relations économiques de la Suisse avec la Tunisie est suffisant pour le moment (Accord de libre-échange AELE-Tunisie, Accord concernant la promotion et la protection réciproques des investissements). Il conviendrait toutefois de réexaminer la situation si les négociations ALECA entre l'UE et la Tunisie devaient aboutir.

Dans le classement Doing Business 2020, la Tunisie occupe la 78^e place du classement de l'Indice mondial de compétitivité. L'Agence Moody's a noté la Tunisie " B2 " avec des perspectives stables. Fitch Ratings a maintenu la notation souveraine de la Tunisie à B+ assortie de perspectives négatives. L'Agence de notation financière japonaise R&I a maintenu son BB avec perspectives négatives.

1. Problèmes et enjeux économiques

Malgré une bonne saison touristique (9 millions de touristes) et une bonne récolte céréalière (2,4 millions de tonnes) et oléicole (350 mille tonnes), la Tunisie enregistre un taux de croissance de 1% bien en deçà de celui prévu à 3,1% et rompt ainsi avec une série d'accélération de l'évolution économique observée depuis 2016 qui a porté le taux de progression du PIB de 1,1% en 2015 à 2,4% en 2018.

Les dépenses de l'Etat ont augmenté de 2,260 milliards TND dans la loi de finances complémentaire 2019 par rapport à la loi de finances initiale, passant de 40,861 milliards TND à 43,121 milliards TND⁴. Ces dépenses supplémentaires font essentiellement suite aux accords d'augmentation salariale conclus avec l'UGTT début 2019, à l'augmentation du service de la dette, à la hausse de la subvention carburant en raison de la non application de la totalité des ajustements de prix prévus par la loi de finances initiale et au retard d'entrée en exploitation du Champ Nawara pour l'extraction du gaz naturel du Sahara de Tataouine initialement prévue pour le mois d'octobre 2019, à cause de problèmes techniques et sociaux selon le ministère de l'industrie et des PME⁵.

La faible croissance observée ces dernières années a contribué au maintien d'un taux de chômage structurel élevé de 15,1% au T3 2019, surtout en ce qui concerne les diplômés de l'enseignement supérieur (28,6% au T3 2019) et les jeunes de 15 à 24 ans (34,7% au T3 2019)⁶.

³ FIPA Rapport des IDE 2018

⁴ Statistiques de l'INS <http://www.ins.tn/fr/statistiques>

⁵ Un grand projet en Tunisie avec un investissement d'environ 3,5 milliards TND, une capacité de production de 2,7 millions de mètres cubes de gaz par jour, soit 50% de la production nationale du gaz supplémentaire, 7000 barils de pétrole et 3 200 barils de gaz liquide

⁶ Statistiques INS

La balance commerciale a enregistré un déficit de 19,4 milliards TND (contre 19 milliards TND en 2018). Ce ralentissement du déficit commercial résulte de l'évolution des importations à un rythme moins élevé que celui des exportations. Le déficit de la balance énergétique qui s'est élevé à 7,7 milliards TND, représente 40% du déficit total (contre 32% en 2018 et 26% en 2017) Ainsi, hors énergie, le déficit de la balance commerciale s'est élevé à 11,65 milliards TND (contre 12,86 milliards TND en 2018), enregistrant une baisse de 9,5%⁷.

Le taux d'inflation moyen s'est établi à 6,7%, contre une moyenne de 7,3% en 2018⁸. Le durcissement de la politique monétaire a contribué à faire reculer l'inflation. L'assouplissement du régime de change et la réduction des interventions de la Banque centrale de Tunisie ont permis de reconstituer des réserves en devises.

Le déficit budgétaire s'est aussi légèrement amélioré, passant de 4,6 % en 2018 à 3,9 % en 2019.

La dette publique qui s'élève à 82,89 milliards TND en 2019 représente 72,3% du PIB. Selon les chiffres de la Banque centrale de Tunisie (BCT), la dette extérieure totale (Etat + entreprises) a atteint 76,97 milliards TND en 2019 ce qui représente 67,3% du PIB (dont 59,4 milliards TND pour l'administration et 17,57 milliards TND pour les entreprises).

Le service de la dette extérieure est de 16,1% du budget de l'Etat en 2019 (contre 12% en 2018). Les réserves de change du pays se sont situées à 6,955 milliards \$ à fin 2019, soit l'équivalent de 111 jours d'importations, leur plus haut niveau en valeur depuis les cinq dernières années.⁹

La Tunisie a fixé ses besoins en financements extérieurs à 2,5 milliards de dollars en 2019. Ce qui a été d'autant plus difficile compte tenu du durcissement des conditions de financement sur les marchés internationaux. Pour compléter le financement du budget de l'Etat en 2019, la Tunisie a levé en juillet 700 millions d'euro sur les marchés internationaux à 6,37% sur une maturité de 7 ans. Le FMI avait approuvé en juin 2019, le décaissement de 245 millions de dollars en faveur de la Tunisie au titre de la sixième revue du Programme du mécanisme élargi de crédit (MEDC)¹⁰.

S'agissant du climat des affaires et selon le classement Doing Business 2020, la Tunisie a gagné 2 places et se classe au 78^e rang. L'Agence Moody's a noté la Tunisie " B2 " avec des perspectives stables. Fitch Ratings a maintenu la notation souveraine de la Tunisie à B+ assortie de perspectives négatives. L'Agence Standard & Poor's a suspendu la notation de la Tunisie suite à la demande du gouvernement tunisien.¹¹

En mars 2019, la Tunisie a été retirée de la liste grise des juridictions non-coopératives en matière de fiscalité des entreprises en tant que « pays faisant l'objet d'un suivi attentif » et ce, du fait de la mention dans la loi de Finances (LF) 2019 de la suppression des régimes fiscaux préférentiels relatifs à l'export et aux prestations de services financiers accordées aux non-résidents en matière d'impôt sur les bénéfices des sociétés et d'impôt sur le revenu.¹² La

⁷ Statistiques INS

⁸ Statistiques IMF

⁹ <https://www.agenceecofin.com/economie/2502-74181-tunisie-en-2019-les-reserves-de-change-ont-atteint-leur-plus-haut-niveau-des-cinq-dernieres-annees-banque-centrale>

¹⁰ Il s'agit de la 6^e tranche d'un programme d'aide de 2,8 milliards de dollars approuvé en 2016 et visant à soutenir des réformes économiques-

¹¹ BCT http://www.finances.gov.tn/index.php?option=com_content&view=article&id=55&Itemid=327&lang=fr

¹² Cette mesure s'applique depuis le 1er janvier 2019 pour les entreprises créées en Tunisie. Pour les entreprises déjà existantes au 31 décembre 2018 le régime fiscal préférentiel continuera de s'appliquer aux revenus et bénéfices que ces entreprises

Tunisie est aussi officiellement sortie le 18 octobre 2019 de la liste noire des pays exposés au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme du GAFI¹³.

Deux ans après l'entrée en vigueur le 1^{er} avril 2017 de la loi sur l'investissement, dont 92% des PME tunisiennes en sont insatisfaites en raison, estiment-elles, de son « ambiguïté » et de la « difficulté de son application » (c'est du moins ce qu'a révélé le baromètre sur le climat des affaires dont les résultats ont été présentés au public le 17 juillet 2019), on assiste à la promulgation de la loi n°2019-47 du 29 mai 2019 sur l'amélioration du climat des investissements. Les dispositions de cette « loi transversale » visent à stimuler les investissements et à améliorer le climat des affaires en simplifiant les procédures de création des entreprises économiques, et ceci en facilitant leurs méthodes de financement et en soutenant la gouvernance entrepreneuriale et surtout sa transparence. La section IV de la loi susmentionnée contient également un ensemble de dispositions relatives aux contrats de partenariat public-privé visant à faciliter les procédures liées aux régimes des concessions et des contrats PPP. L'objectif final est d'améliorer le classement de la Tunisie dans les rapports de notation internationaux pour être parmi les 50 meilleurs pays dans le rapport sur la pratique des affaires à l'horizon 2020.

2. Accords économiques internationaux et régionaux

2.1. Politique, priorités du pays

L'UE reste le premier partenaire commercial de la Tunisie et le premier investisseur étranger, avec plus de 85% de tout l'investissement direct étranger et plus de 3'000 entreprises européennes employant plus de 300'000 personnes¹⁴.

L'UE et la Tunisie ont créé une zone de libre-échange suite à la conclusion de l'Accord d'Association de 1995. En octobre 2015, les deux parties ont entamé des négociations pour un accord de libre-échange complet et approfondi couvrant tous les domaines économiques, y inclus le commerce des produits agricoles et les services (ALECA).¹⁵ Après un quatrième round en avril 2019, les négociations n'ont plus avancé. On note de fortes réticences du côté de la société civile tunisienne, surtout pour ce qui est du secteur agricole.

La portée des accords bilatéraux conclus par la Tunisie avec un certain nombre de pays dont la Turquie, la majorité des pays arabes (sans les pays du Golfe) et quelques pays africains comme le Sénégal est très variable¹⁶. Les possibilités de commerce régional entre les pays de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) restent largement sous-exploitées et ne portent que sur quelques biens dont « notamment des combustibles et des hydrocarbures que l'Algérie exporte vers la Tunisie et le Maroc, des huiles végétales, des machines, du fer et de l'acier que la Tunisie exporte vers l'Algérie et la Libye, et du fer, de l'acier, des articles d'habillement, des véhicules et des appareils électriques que le Maroc exporte vers l'Algérie, la Tunisie et la Mauritanie ». L'intégration régionale pourrait créer des emplois et ouvrir de nouveaux horizons pour près de 100 millions de personnes. Selon l'étude du FMI, la croissance dans les pays du Maghreb pourrait s'accélérer de 1% à long terme.¹⁷

réaliseront jusqu'au 31 décembre 2020. Ce ne sera plus le cas pour les revenus et bénéfices réalisés à partir du 1er janvier 2021 (et donc déclarés à partir de 2022). La levée du secret professionnel pour les professions libérales reste une condition pour l'UE qui peut encore remettre la Tunisie sur la liste si certains amendements ne sont pas approuvés.

¹³ <http://www.fatf-gafi.org/fr/pays/#Tunisie>

¹⁴ Commission européenne Communiqué de presse Bruxelles le 15 mai 2019.

¹⁵ Pour voir les domaines des négociations: <http://www.aleca.tn/decouvrir-l-aleca/domaines-de-l-accord/>

¹⁶ <http://www.douane.gov.tn/index.php?id=47>

¹⁷ <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2019/04/24/blog-expanding-trade-across-the-maghreb>

La Tunisie a également conclu avec plusieurs pays des accords de promotion et protection réciproques des investissements.¹⁸

Au niveau multilatéral, la Tunisie est membre de l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC) et fait également partie des institutions de Bretton Woods (FMI, BM), de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et de la Ligue des États arabes.

L'ouverture de la Tunisie sur le marché africain se concrétise par l'adhésion de la Tunisie au Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) qui a été approuvé à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) le 27 mars 2019¹⁹. Par contre l'ARP a refusé l'adoption du projet de loi relatif à la convention fondatrice de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) entrée en vigueur le 30 mai 2019 qui a pour objectifs de « renforcer la compétitivité des entreprises, à consolider la transition économique et sociale afin de réaliser la croissance intégrale, l'industrialisation et le développement durable, en adéquation avec ” l'agenda 2063 ” de l'Union africaine ». La Tunisie a également le statut d'observateur auprès de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) depuis juin 2017.

2.2. Perspectives pour la Suisse

La Suisse dispose d'un accord de libre-échange avec la Tunisie par le biais de l'Association Européenne de Libre Echange (AELE), entré en vigueur en 2005. L'accord AELE-Tunisie couvre les produits industriels, les produits agricoles transformés, ainsi que le poisson et les autres produits de la mer. Il contient également des règles substantielles concernant la protection de la propriété intellectuelle, ainsi que des dispositions concernant les services, les investissements, les marchés publics et la coopération économique et technique.

En ce qui concerne les produits agricoles non transformés, les Etats de l'AELE ont conclu individuellement des arrangements bilatéraux avec la Tunisie.

Le but de la politique des Etats de l'AELE vis-à-vis des pays tiers est d'assurer à leurs propres acteurs économiques un accès aux marchés des pays méditerranéens qui soit, dans la mesure du possible, sans discrimination et équivalent à celui dont bénéficient leurs principaux concurrents. Par conséquent, il existe un potentiel de discrimination, si la Tunisie et l'UE concluent l'ALECA qui irait plus loin que l'accord AELE-Tunisie.

En 2012, la Suisse et la Tunisie ont conclu un nouvel accord concernant la promotion et la protection réciproques des investissements.²⁰

Dans le cadre des mesures de facilitation de l'exportation de produits bio vers la Suisse, la Tunisie figure sur la « liste des pays » annexe 4 de l'Ordonnance fédérale sur l'agriculture biologique (annexe 4 de l'OBio DEFR).

3. Commerce extérieur

3.1. Evolution et perspectives générales

Le déficit de la balance commerciale en 2019 est de 19,4 milliards TND (contre 19 milliards TND en 2018). Le déficit de la balance énergétique de 7,75 milliards TND, représente 40% du déficit total, (contre 32% en 2018). Hors énergie, le déficit de la balance commerciale s'élève

¹⁸ Voir la liste sous <http://investmentpolicyhub.unctad.org/IIA/CountryBits/213#iialInnerMenu>

¹⁹ Dès le 01 janvier 2020, tous les produits industriels et agricoles, les produits de la pêche et les produits de l'artisanat importés des pays membres du COMESA sont totalement exonérés de tous les droits de douanes et autres frais et taxes d'effet équivalent, sous réserve du principe de réciprocité.

²⁰ <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20122602/index.html>

à 11,65 milliards TND (contre 12,86 milliards TND en 2018) soit en baisse de 9,5%²¹. L'ouverture du site pétrolier de Nawara depuis février 2020 devrait permettre une réduction du déficit énergétique.

Les exportations tunisiennes ont atteint 43,85 milliards TND (contre 40,98 milliards TND en 2018), soit une augmentation de +7% (contre +19,1% en 2018). Quant aux importations, elles ont enregistré une hausse de +5,4% (contre +20% en 2018) pour s'établir à 63,26 milliards TND (contre 60 milliards TND en 2018). Le taux de couverture a gagné un point par rapport à l'année 2018 pour s'établir à 69,3%.

L'augmentation des exportations concerne la majorité des secteurs. Une hausse de +21,3% a été enregistrée dans le secteur des mines, phosphates et dérivés, de +12,3% dans le secteur des industries mécanique et électrique, +4,2% dans le secteur textile et habillement et cuirs, +3,9% dans le secteur de l'énergie et +12,2% dans les autres industries manufacturières. Par contre, le secteur de l'agriculture et des industries agro-alimentaires a enregistré une baisse de -13% et ce du fait de la diminution des ventes d'huile d'olive passées de 2,125 milliards TND en 2018 à 1,386 milliards TND en 2019.

L'augmentation des importations concerne aussi la plupart des secteurs. Des augmentations de +19,6% ont été enregistrées au niveau des produits énergétiques sous l'effet de la hausse des achats de gaz naturel qui ont atteint 3,69 milliards TND (contre 2,17 milliards TND en 2018). De même, les importations des biens d'équipement ont augmenté de +9,5% et celles des produits agricoles et alimentaires de base ont progressé de +0,9%. Par contre, les importations des mines, phosphates et dérivés ont enregistré une baisse de -9,5% et celles des matières premières ont accusé un repli de -2%.

Le déficit enregistré est essentiellement avec certains pays tels que la Chine (-5,85 milliards TND), l'Algérie (-3 milliards TND), l'Italie (-2,66 milliards TND), la Turquie (-2,46 milliards TND) et la Russie (-1,4 milliards TND). En revanche, le solde de la balance commerciale a enregistré un excédent avec la France (3,77 milliard TND), la Libye (1,37 milliard TND) et le Maroc (410,3 millions TND).²².

Au niveau des services, ce sont principalement les recettes provenant du tourisme qui ont continué à augmenter et ont atteint 5,6 milliards TND (+35,7 % par rapport à 2018) soit 1,9 milliard de dollars. Pour l'année 2019, la Tunisie a accueilli 9,4 millions de touristes (+13,6% par rapport à 2018) dont 2,788 millions de touristes européens, 2,934 millions d'Algériens, 1,956 millions de Libyens et 1,444 millions de Tunisiens résidant à l'Etranger (TRE).

3.2. Commerce bilatéral

Le volume total des échanges commerciaux de la Suisse avec la Tunisie en 2019 a atteint 408 Mio CHF contre 414 Mio CHF en 2018, ce qui fait de la Tunisie le 63^{ème} partenaire commercial de la Suisse dans le monde et le 5^{ème} partenaire en Afrique²³.

Avec des exportations suisses vers la Tunisie qui s'élèvent à 201 Mio CHF (202 Mio CHF en 2018) et des importations de biens tunisiens qui s'élèvent à 206 Mio CHF (211 Mio CHF en 2018), les échanges bilatéraux confirment la tendance au rééquilibrage observée depuis quelques années, voire à un petit excédent en faveur de la Tunisie.

²¹ Statistiques INS

²² Statistiques INS <http://www.ins.tn/fr/statistiques>

²³ Administration Fédérale des Douanes

Les exportations suisses de produits chimiques et pharmaceutiques ont augmenté et s'élèvent à 82 Mio CHF (contre 69 Mio CHF en 2018). Pour ce qui est des machines et appareils électroniques, elles ont baissé à 40 Mio CHF (contre 47 Mio CHF en 2018 et 67 Mio CHF en 2017).

Les importations de biens tunisiens en Suisse sont essentiellement alimentées par le secteur textile, l'habillement et les chaussures en légère baisse (133 Mio CHF en 2019 contre 134 Mio CHF en 2018). C'est également le cas pour la part des machines et appareils électriques qui a encore baissé à 46 Mio CHF (contre 54 Mio CHF en 2018)²⁴.

Selon les chiffres de l'INS, la Suisse est le 17^{ème} client pour la Tunisie et le 21^{ème} fournisseur. Les exportations tunisiennes vers la Suisse ont encore diminué pour atteindre 254 Mio TND (contre 399 Mio TND en 2018 (132,51Mio USD)²⁵ et les importations depuis la Suisse ont atteint 628 Mio TND (contre 600 Mio TND en 2018(199.26 Mio USD), laissant un solde des échanges négatif pour la Tunisie de -375 Mio TND (contre 201 Mio TND en 2018 (66,75 Mio USD)²⁶.

4. Investissements directs

4.1. Evolution et perspectives

Les IDE au courant de l'année 2019 se sont élevés à 2'479 Mio TND (soit -9,6% par rapport à 2018). Cette baisse touche essentiellement l'agriculture (-75,7%). Les IDE sont répartis à hauteur de 50,4% dans les industries manufacturières, 36,7% dans les énergies, 12,2% dans les services, et 0,7% dans l'agriculture. La répartition régionale confirme la grande disparité entre les régions avec plus de 40,4% des IDE sur le gouvernorat du Grand Tunis.

La France, suivie de l'Allemagne et de l'Italie gardent leur statut de partenaire stratégique de la Tunisie. En termes de valeur de flux hors énergie, la France reste en première position avec 540,6 Mio TND, ce qui représente plus de 34% du total des IDE hors énergie. Elle est suivie de l'Allemagne avec 180,7 Mio TND, et de l'Italie avec 173,7 Mio TND. En termes de création d'emplois, la France est en première position suivie de l'Allemagne et de l'Italie. C'est également le cas en termes de nombre de projets.²⁷

Hors secteur énergétique, le flux des IDE enregistré pour 2019 a permis de réaliser 603 opérations d'investissements (soit 477 projets d'extension et 126 nouveaux projets) d'une valeur totale de 1'569,69 Md TND. Il a généré 14'353 nouveaux emplois dont 11'786 dans les projets d'extension.

La faiblesse de l'investissement en Tunisie est multifactorielle, liée à la faiblesse de l'activité économique, à des obstacles administratifs importants, au système d'économie de rente, à un climat d'incertitude accentué par les élections présidentielle et législatives respectivement en octobre, novembre 2019.

²⁴ <https://www.ezv.admin.ch/ezv/fr/home/themes/statistique-du-commerce-exterieur-suisse/resultats-du-commerce-exterieur-par-themes/commerce-exterieur-par-regions-economiques--continents-et-pays.html>

²⁵ Statistiques INS. Selon le centre des exportations tunisiennes, la forte baisse du montant des exportations tunisiennes vers la Suisse var 2018/17 de -46.1% soit - 342.5 Mio TND s'explique par une baisse des recettes de certains produits essentiellement ; (271019) Les huiles moyennes et préparations, de pétrole ou de minéraux bitumineux ... de -287.8 MDT (170199) Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, ... de -56.9 MDT (852871) Appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ... de -10.1 MDT

²⁶ Statistiques INS. Il est à relever une différence de chiffres avec ceux de la douane suisse.

²⁷ FIPA Rapport des IDE 2018

4.2. Investissements bilatéraux

Les statistiques sur les Investissements directs étrangers en Tunisie divergent entre la Banque Nationale Suisse (BNS) et l'Agence de promotion des investissements étrangers (FIPA) du fait de modes de calcul différents. Selon la BNS, le stock d'IDE suisses en Tunisie s'élève à 46 Mio CHF en 2019²⁸.

Selon la FIPA, le flux d'IDE depuis la Suisse (hors secteur énergétique) a continué à baisser, passant de 33,33 Mio TND (11,06 Mio USD) en 2018 à 27,513 Mio en 2019 ; avec 1 nouveau projet, 12 extensions et 432 nouveaux emplois dont 427 dans les projets d'extension²⁹.

Le nombre des entreprises suisses ou à participation suisse recensées par la FIPA serait de 110 entreprises. Elles offrent quelque 13'987 places de travail en Tunisie (dont 432 nouveaux emplois en 2019), essentiellement dans le secteur du textile et de l'habillement, suivi des secteurs électrique et de l'électronique.³⁰

Les investissements tunisiens en Suisse ne sont pas très développés et sont peu connus. Quelques entreprises de services s'y installent pour un accès plus facile au marché international.

5. Promotion commerciale, économique et touristique

5.1. Instruments de la promotion économique extérieure

La promotion économique de la Suisse est principalement assurée par l'Ambassade en collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Tuniso-Suisse (CCITNCH). Créée en mars 2012, elle est membre du Conseil des chambres mixtes en place depuis septembre 2017.

Les opportunités de développer les échanges et investissements entre la Suisse et la Tunisie dans le secteur industriel, mais également dans le secteur des services et de l'agroalimentaire sont encore à développer pour autant que la Tunisie améliore son climat des affaires et donne une meilleure visibilité aux investisseurs à travers une meilleure communication de ses atouts et de son potentiel technique et géographique.

La mise en œuvre du programme suisse pour la promotion des exportations (SIPPO), financé par le SECO et lancé en Tunisie en 2017 a contribué à intensifier les relations économiques entre les deux pays, particulièrement au travers d'une meilleure promotion de l'huile d'olive, des dattes et des produits de la pêche tunisienne sur le marché suisse. Le programme vise essentiellement le renforcement des compétences des organisations tunisiennes de soutien aux entreprises (BSO) pour leur permettre de développer leur capacité d'exportation de ces dernières.

5.2. Intérêt du pays de résidence pour la Suisse

Le faible coût de la main d'œuvre, une réelle offre de compétences, la proximité avec le marché européen sont autant d'atouts pour les investisseurs. Outre les produits de l'industrie manufacturière, la Tunisie exporte un certain nombre de services vers la Suisse («call

²⁸ [https://data.snb.ch/fr/topics/aube#!/cube/fdiausbla?fromDate=2015&toDate=2016&dimSel=d0\(TN\)](https://data.snb.ch/fr/topics/aube#!/cube/fdiausbla?fromDate=2015&toDate=2016&dimSel=d0(TN)) – les chiffres 2018 ne semblent pas disponibles.

²⁹ FIPA Rapport IDE 2018

³⁰ Idem

centers», outsourcing dans le traitement de données en assurance, comptabilité, ressources humaines, architecture, etc...).

La Suisse jouit en Tunisie d'une excellente réputation. Elle est perçue comme un pays stable, où le professionnalisme et l'efficacité règnent. Une petite minorité de Tunisiens profite des services financiers suisses. De plus en plus de jeunes effectuent une formation dans des établissements universitaires suisses (principalement à l'EPFL, mais aussi en pharmacie, à HEC Lausanne ou encore dans les écoles hôtelières de Lausanne et Glion). Les Tunisiens passent peu leurs vacances en Suisse, notamment en raison de la cherté de la destination exacerbée par la faiblesse du dinar et l'obligation de visa.

Il y a actuellement 23 108 tunisiens inscrits à l'Ambassade de Tunisie en Suisse. Cette communauté est généralement dotée d'un niveau de formation supérieur. La Coopération suisse a développé et mis en œuvre un programme d'appui à la migration circulaire et la contribution de la diaspora tunisienne « Perspective » (d'un montant de 15,5 millions CHF à partir de septembre 2020 jusqu'en 2028).

Structure de l'économie

	2016	2017	2018	2019
Répartition du PIB (en%)				
Secteur primaire (agriculture et pêche)	9.1	9.2	10.5	10.4
Secteur manufacturier, dont				
Ind. Manufacturière	16.9	15.3	15.2	14.8
- <i>Textile, habillement et cuir</i>	3.1	2.6	2.7	2.5
- <i>Industries mécaniques et électriques</i>	5.4	5.4	5.4	5.2
- <i>Industries agro-alimentaire</i>	3.4	3	3	2.9
Ind. Non-manufacturière	10.0	9.5	8.4	8
- <i>Extraction pétrole et gaz naturel</i>	3.4	3.0	3	2.8
- <i>Bâtiments et travaux publics</i>	4.5	4.4	3.9	3.9
Secteur services, dont	45.6	41.3	42.1	42.5
<i>Poste et télécommunication</i>	7.5	4.1	3.8	3.6
<i>Transports</i>	7.6	7	7.3	7
<i>Commerce</i>	8.7	9.4	9.4	9.3
<i>Services d'hôtellerie et restauration</i>	3.8	4.1	4.5	4.9
Services d'administration publique	19.7	19.2	18.1	18.7

Répartition de l'emploi (en %)	2016	2017	2018	2019
Secteur primaire (agriculture et pêche)	15.03	14.92	14.3	13,5
Secteur manufacturier	32.64	33.03	42.6	42,7
Services	52.06	51.69	43.1	43,7

Source : Institut des statistiques tunisien (INS)

Principales données économiques

	2016	2017	2018	2019
PIB (USD billion, prix actuels) ¹	42.07	39.956	39.911	38,7
PIB/habitant (USD, prix actuels) ¹	3'749	3'464	3'423	3,298
Taux de croissance (% du PIB)	1.0	1.9	2,4	1.0
Taux d'inflation (% moyenne annuelle)	4.2	5.3	7,3	6,1
Taux de chômage (%)	15.5	15.5	15,6	14,8
Solde budgétaire (% du PIB, sans donations et privatisations)	-5,9	-6,1	-4,8	-3,9
Déficit de la balance commerciale (% du PIB)	14,0	16,1	19,04	17
Déficit courant (% du PIB)	9,0	10,2	11,2	8,8
Dettes publiques (% du PIB)	61.2	70.3	76,9	72,3
Dettes extérieures totales (% du PIB)	72.2	80.1	71,7	90,3

Sources : INS et IMF <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2019/01/weodata/weoselser.aspx?c=744&t=1>

Partenaires commerciaux année : 2019

Perspective selon le pays de résidence

Rang	Pays	Exportations par le pays de résidence (USD Mio)	Part%	Var. 2019/18%	Rang	Pays	Importations par le résidence (USD Mio)	Part%	Var% 2019/18
1	France	4438.74	29.1	6.2	1	Italie	3394.47	15.4	3.7
2	Italie	2466.43	16.2	8.8	2	France	3124.10	14.2	4.9
3	Allemagne	1960.48	12.8	14.6	3	Chine	2084.01	9.5	4.9
4	Espagne	575	2.8	19.6	4	Allemagne	1490,02	6.8	-6.4
5	Libye	550.45	3.6	20.4	5	Algérie	1461.83	6.6	63.4
6	Algérie	404,692	2.7	-3.7	6	Turquie	995.89	4.5	4.5
7	Royaume Uni	330.22	2.7	46.8	7	Espagne	900.90	4.1	-1.2
17	Suisse*	88.03			21	Suisse	218.52		
	UE	11274.7	73.9	7.7		UE	11368.3	51.6	2.6
	Total	15260.3	100	7		Total	22014.1	100	5.4

Source(s) : INS.

Taux de change : 1 DT-TUN/ 0,34797 USD 1 USD / DT 2,80875 TUN (07.07.2020)

Les chiffres tunisiens ne correspondent pas complètement aux chiffres suisses : Selon les chiffres de la douane suisse, le volume total des échanges commerciaux avec la Tunisie en 2019 a atteint 408 Mio CHF (contre 414 Mio CHF en 2018).

(<https://www.ezv.admin.ch/ezv/fr/home/themes/statistique-du-commerce-exterieur-suisse/resultats-du-commerce-exterieur-par-themes/commerce-exterieur-par-regions-economiques--continents-et-pays.html>), voir annexe 4

ANNEXE 4

PROVISORISCHE ERGEBNISSE

Eidgenössische Zollverwaltung EZV, Aussenhandelsstatistik, 3003 Bern

TN103: Schweizerischer Aussenhandel nach Ländern und Kapiteln

16.01.2020

Periode: Januar bis Dezember 2019

Land: 207 Tunesien

* = Veränderungsrate / Anteile nicht berechenbar

** = Veränderungsrate > 999,9 %

Total 2: Ergebnisse inklusive Gold in Barren und anderen Edelmetallen, Münzen, Edel- und Schmucksteinen sowie Kunstgegenständen und Antiquitäten.

Total 2		Import in Mio. CHF				Export in Mio. CHF				Saldo in Mio. CHF	
		2018	2019	+/- %	Anteil	2018	2019	+/- %	Anteil	2018	2019
Total		211.37	206.61	-2.3	100.0	202.22	217.22	7.4	100.0	-9.15	10.60
01 - 24	Landwirtschaftliche Produkte	8.71	8.82	1.3	4.3	29.91	39.83	33.2	18.3	21.20	31.01
25 - 26	Mineralische Stoffe	0.01	0.00	-71.3	0.0	0.00	0.00	-98.4	0.0	-0.01	0.00
27	Energieträger	0.00	0.00	483.3	0.0	1.67	1.35	-19.0	0.6	1.67	1.35
28 - 29	Chemische Grundprodukte	0.01	0.00	-90.9	0.0	2.34	2.11	-10.1	1.0	2.33	2.11
30	Pharmazeutische Erzeugnisse	0.25	0.10	-58.4	0.0	54.99	71.76	30.5	33.0	54.75	71.66
31 - 32	Düngemittel, Farbstoffe, Pigmente	0.01	0.01	-26.7	0.0	1.78	1.63	-8.6	0.7	1.77	1.62
33 - 34	Schönheitsmittel, Waschmittel	1.47	1.21	-17.4	0.6	7.96	5.27	-33.8	2.4	6.48	4.06
35 - 38	Stärke, versch. chemische Erzeugnisse	0.25	0.14	-42.5	0.1	1.72	1.13	-34.2	0.5	1.47	0.99
39 - 40	Kunststoffe, Kautschuk	1.96	2.68	36.6	1.3	3.66	3.94	7.8	1.8	1.69	1.26
41 - 43	Felle, Leder, Lederwaren	3.27	3.44	5.0	1.7	0.25	0.56	125.9	0.3	-3.02	-2.87
44 - 46	Holz, Kork, Flechtwaren	0.14	0.17	17.9	0.1	0.16	0.13	-18.4	0.1	0.02	-0.04
47 - 49	Papier und Papierwaren	0.12	0.08	-32.1	0.0	0.54	0.59	8.4	0.3	0.43	0.51

50 - 63	Textilien und Bekleidung	122.29	121.73	-0.5	58.9	9.44	9.58	1.6	4.4	-	-
64 - 67	Schuhe, Schirme usw.	10.68	10.19	-4.5	4.9	0.04	0.03	-23.3	0.0	-10.64	-10.16
68 - 70	Waren aus Steinen, Keramik, Glas	0.27	2.22	722.6	1.1	0.82	0.89	8.0	0.4	0.56	-1.33
71	Edelsteine, Edelmetalle, Bijouterie	0.06	0.13	126.7	0.1	20.95	17.15	-18.1	7.9	20.89	17.02
72 - 83	Unedle Metalle und Waren daraus	1.19	0.78	-34.1	0.4	4.76	4.52	-5.1	2.1	3.57	3.74
84	Maschinen (nicht elektrisch)	2.20	2.38	8.2	1.2	34.55	25.65	-25.8	11.8	32.35	23.27
85	Maschinen (elektrisch)	51.50	43.63	-15.3	21.1	13.98	15.74	12.6	7.2	-37.53	-27.89
86 - 89	Fahrzeuge, Flugzeuge usw.	0.80	0.53	-34.0	0.3	0.74	0.33	-55.7	0.1	-0.06	-0.20
90	Opt. / medizin. Instrumente	1.51	2.06	36.2	1.0	6.21	6.68	7.6	3.1	4.69	4.61
91	Uhrmacherwaren	0.31	0.28	-10.2	0.1	5.22	7.47	42.9	3.4	4.91	7.18
92	Musikinstrumente	0.00	0.00	-97.9	0.0		0.00	*	0.0	0.00	0.00
94	Möbel, Bettzeug usw.	0.77	0.42	-45.4	0.2	0.15	0.59	303.5	0.3	-0.62	0.17
95 - 96	Spielzeuge, Sportgeräte usw.	3.58	5.59	56.5	2.7	0.38	0.28	-27.8	0.1	-3.19	-5.32
97	Kunstgegenstände, Antiquitäten	0.01	0.00	-99.0	0.0		0.00	*	0.0	-0.01	0.00

https://www.chatworld.eda.admin.ch/FTS/2019/tarifnummer/land_kapiteln/tn3tn.htm

ANNEXE 5

Principaux pays investisseurs année : 2019

Rang	Pays	Investissements directs (MTND stock)	Flux année écoulee hors énergie (MTND)
1	EAU	5 730,83	32,00

2	France	4 124,08	540,57
3	Qatar	2 900,01	152,92
4	Italie	1 973,26	173,74
5	Espagne	1 525,75	50,42
6	Allemagne	1 457,42	180,66
7	Portugal	980,0	6,53
8	Pays Bas	809,68	4,67
15	<i>Suisse</i>	338,38	27,51
	Total	25 408,53	1569,69

Source : FIPA Rapport des IDE 2019

Taux de change : 1 DT-TUN/ 0,34797 USD 1 USD / 2,80875 DT-TUN (07.07.2020)

Selon la BNS le stock d'IDE Suisse en Tunisie s'élève à 46 Mio CHF en 2019. La différence entre les chiffres de la BNS et ceux de la FIPA s'explique par des méthodes de calcul différentes.³¹

³¹ Chiffres FIPA : Indexation des prix par rapport à 2010, les investissements en Tunisie des filiales des entreprises suisses à l'étranger sont également comptés comme des investissements suisses, la FIPA inclut également le transfert de d'équipement, etc.

